



2021

Rapport financier

Deuxième trimestre

30 septembre 2020



Sommaire

Perspectives économiques canadiennes

Les mois d'été ont été marqués par un solide rebond de l'activité économique qui a compensé une partie des dommages causés par les mesures de confinement liées à la pandémie. Grâce à un assouplissement des restrictions à l'échelle du Canada, l'économie s'était rétablie à 95 % de son niveau d'avant la crise en août. Bien que les mesures de confinement aient donné lieu à une baisse de 18 % du PIB en mars et en avril et à la perte de 3 millions d'emplois, la croissance pourrait dépasser 40 % (taux annualisé) au troisième trimestre, alors que 2,3 millions d'emplois ont été recouverts de mai à septembre.

Toutefois, il est attendu que l'élan faiblisse au cours des prochains trimestres lorsque la deuxième vague de la pandémie s'installera et que le nombre de pertes d'emplois permanentes augmentera. Les mesures de confinement partiel porteront un dur coup aux secteurs qui subissent déjà les contrecoups de la crise, notamment l'hôtellerie et les loisirs, qui ne se rétabliront probablement pas avant 2022, au plus tôt.

Par ailleurs, le secteur du pétrole et du gaz continue d'éprouver des difficultés. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la demande mondiale de pétrole ne reprendra pas complètement avant au moins 2022. Le prix de référence du Western Canadian Select a gagné du terrain depuis la fin d'avril, mais s'est maintenu aux environs de 30 \$ US le baril depuis le début de l'été. La production pétrolière canadienne a d'abord diminué de pas moins de 20 % pendant l'application des mesures de confinement pour ensuite suivre une tendance à la hausse, à l'instar des prix du pétrole brut. Les niveaux de production devraient se rétablir aux niveaux de 2019 l'an prochain, bien que les stocks mondiaux élevés soient susceptibles d'empêcher une hausse notable des prix.

Le commerce de détail et la construction résidentielle sont deux secteurs ayant fait preuve de solidité au cours des derniers mois, tous deux ayant connu une reprise en forme de V. Les ventes au détail ont même atteint de nouveaux sommets en juin et en juillet, grâce à une

demande comprimée et à une hausse marquée du revenu disponible attribuable aux programmes d'aide gouvernementaux. Les mises en chantier ont également affiché de la résilience. Sauf au plus fort de la crise en avril, le secteur a essentiellement conservé sa vigueur des dernières années. Après neuf mois, les mises en chantier tiennent la même cadence qu'en 2019, dépassant un taux annualisé de 200 000.

Aux États-Unis, la croissance a également bondi au troisième trimestre, le PIB ayant augmenté au taux annualisé de 33,1 %. Toutefois, le marché de l'emploi est demeuré un peu plus faible qu'au Canada, alors que seulement 52 % des emplois avaient été recouverts en septembre. Cela s'explique en partie par les hausses plus fréquentes des infections à la COVID-19 durant l'été, qui ont contraint de nombreux États à renoncer à la réouverture de leur économie.

Aucune date n'est encore arrêtée pour la réouverture de la frontière canado-américaine. Le commerce international demeure déprimé, les exportations ayant affiché en septembre une baisse de 10 % par rapport aux niveaux de 2019. La reprise des exportations dans les secteurs de l'énergie, de l'aéronautique et de la machinerie industrielle s'est faite modeste jusqu'ici. Les dommages subis se sont révélés encore plus graves au chapitre des exportations de services. Celles-ci ont diminué de 23 % et n'ont affiché qu'une très faible reprise depuis le plus fort des interruptions d'activités, au printemps.

La Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada ont toutes deux réduit leurs taux directeurs pour les fixer à leur valeur plancher de 0,25 %. Les deux banques centrales ont exclu de fixer des taux d'intérêt négatifs pour le moment. Les vastes programmes d'assouplissement quantitatif seront maintenus dans un avenir prévisible.

Après s'être stabilisé à environ 0,74 \$ au début de l'été, le dollar canadien s'est apprécié depuis pour atteindre 0,76 \$ US, reflétant une dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et à d'autres devises.



Le déficit du gouvernement fédéral, estimé dernièrement à 343 milliards de dollars, ou 16 % du PIB, pourrait être révisé à la hausse compte tenu des nouvelles dépenses qui ont été promises depuis.

En somme, nous prévoyons une baisse de 5,7 % du PIB pour l'année civile 2020, puis un retour à la croissance de l'ordre de 4 % en 2021. Notre scénario de base prévoit que l'économie canadienne se redressera de telle sorte que le PIB reviendra à son niveau de 2019 vers le milieu de 2022, bien que la survenance d'une deuxième vague éprouvante d'infections à la COVID-19 risquerait de repousser ce redressement, possiblement jusqu'en 2023.

Du côté du marché de l'emploi, le taux de chômage devrait reculer pour se fixer à 8 % d'ici la fin de l'année. Compte tenu de la faiblesse de nombreux secteurs de services, nous nous attendons à ce que les niveaux d'emploi ne se rétablissent pas aux niveaux antérieurs à la crise avant la deuxième moitié de 2022.

Faits saillants financiers et réalisations trimestrielles

En réponse à cette crise économique, et avec l'appui de son actionnaire, BDC a mis en place une série de mesures spéciales afin de répondre aux besoins immédiats des entrepreneurs. Ces mesures comprennent le Programme de crédit aux entreprises (PCE) offert en collaboration avec des institutions financières privées, ainsi que des mesures offertes directement par BDC. Ces mesures sont regroupées pour former un tout nouveau secteur d'activité, le Programme d'accès au crédit (PAC), créé afin de distinguer ces mesures des principales activités de BDC. Les principaux secteurs de BDC comprennent Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) et division Technologies propres.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, BDC a affiché respectivement un résultat net de 132,4 millions de dollars et une perte nette de 6,6 millions de dollars, soit, pour le trimestre, un résultat net de 197,5 millions de dollars attribuable à ses principaux secteurs et une perte nette de 65,1 millions de dollars attribuable au PAC et, pour le semestre, un résultat net de 245,1 millions de dollars attribuable à ses

principaux secteurs et une perte nette de 251,7 millions de dollars attribuable au PAC. Ces chiffres sont à rapprocher du résultat net de respectivement 294,8 millions de dollars et 517,7 millions de dollars affiché pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent pour les principaux secteurs uniquement. Les résultats moins élevés sont principalement attribuables à l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues au titre du portefeuille de prêts, qui reflète l'incidence économique de la pandémie.

Principales activités

Les clients de Financement ont accepté un total de 1,3 milliard de dollars de prêts pour le trimestre et de 2,2 milliards de dollars de prêts pour le premier semestre de l'exercice 2021, comparativement à 2,1 milliards de dollars et 4,3 milliards de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution s'explique en partie par le déplacement du volume de nos principales activités vers le nouveau secteur PAC dans un contexte où la majorité des besoins de financement des entrepreneurs ont été servis par l'entremise du PAC. Le portefeuille de prêts de Financement¹, compte non tenu des prêts du PAC, atteignait 27,4 milliards de dollars au 30 septembre 2020.

Services-conseils a réalisé la signature de contrats nets d'une valeur de 1,8 million de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2021 et de 3,8 millions de dollars pour le semestre, une diminution comparativement à 7,9 millions de dollars et 15,7 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent. Les produits ont également diminué, totalisant 4,2 millions de dollars au deuxième trimestre et 8,3 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, soit respectivement 35,8 % et 40,4 % de moins par rapport aux produits des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les clients de Capital de croissance et transfert d'entreprise ont accepté un total de 30,5 millions de dollars de prêts au deuxième trimestre et de 91,7 millions de dollars de prêts pour le semestre, comparativement à 217,1 millions de dollars et 319,4 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

¹ Déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues



Comme prévu, la demande de financement en matière d'investissement de croissance et de transfert d'entreprise a faibli alors que les entrepreneurs se concentraient sur la reconstitution de leur fonds de roulement, les volumes s'étant en outre déplacés vers le PAC.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les autorisations de Capital de risque ont totalisé respectivement 32,2 millions de dollars et 105,0 millions de dollars, comparativement à des placements autorisés totalisant respectivement 114,2 millions de dollars et 142,8 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution des autorisations pour le deuxième trimestre tient à la fois des placements directs et des placements indirects qui se sont chiffrés respectivement à 18,1 millions de dollars et 14,1 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à 62,2 millions de dollars et 52,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le premier semestre, la diminution tient en grande partie des placements indirects, qui se sont chiffrés à 24,7 millions de dollars, comparativement à 68,2 millions de dollars pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

PICR a enregistré des autorisations totalisant 7,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, comparativement à des autorisations de respectivement 25,0 millions de dollars et 116,1 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. À ce jour, les montants engagés au titre de l'ICCR totalisent 370,5 millions de dollars sur une enveloppe totale de 371,4 millions de dollars, qui devrait avoir été entièrement engagée à l'exercice 2021.

Les clients de la division Technologies propres ont accepté des placements de financement subordonné totalisant 26,5 millions de dollars au deuxième trimestre et 73,8 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2021, comparativement à 3,0 millions de dollars et à 22,7 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

BDC Capital a lancé une nouvelle enveloppe de financement du développement de la propriété intellectuelle (PI) de 160 millions de dollars pour aider les entreprises canadiennes riches en PI. Cette nouvelle enveloppe, la première du genre au Canada, fournira du capital patient et personnalisé sous forme de dette subordonnée, de dette convertible et de capitaux propres afin d'accélérer le processus de commercialisation. Il s'agira d'entreprises en expansion œuvrant dans l'industrie du savoir, dotées de riches portefeuilles de PI et dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à au moins 1,0 million de dollars.

Programme d'accès au crédit (PAC)

Le nouveau secteur PAC regroupe un large éventail d'initiatives offertes en réponse à la crise de la COVID-19. La valeur des acceptations de financement et des autorisations d'investissements se rapportant aux initiatives du PAC a atteint 0,8 milliard de dollars au deuxième trimestre et 3,0 milliards de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2021. Le portefeuille de prêts du PAC² atteignait 2,3 milliards de dollars au 30 septembre 2020. Des volumes records ont été atteints pendant la première moitié du semestre alors que l'économie se redressait et que les sociétés continuaient d'avoir recours à d'autres mesures de soutien gouvernemental en matière de liquidités. Les initiatives du PAC comprennent des programmes offerts en collaboration avec des prêteurs du secteur privé ainsi que des mesures offertes directement par BDC. Les initiatives du PAC comprennent ce qui suit :

² Déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues



Programme de prêts conjoints pour les PME

Cette initiative prévoit un soutien commercial mis sur pied par BDC en partenariat avec des institutions financières afin d'aider les entreprises canadiennes touchées par la COVID-19 à financer leurs besoins de flux de trésorerie opérationnels. Les entreprises admissibles peuvent obtenir des montants de crédit supplémentaires, jusqu'à concurrence de 12,5 millions de dollars, dont 80 % seraient fournis par BDC, et la tranche de 20 % restante, par leur institution financière.

Programme de financement pour les moyennes entreprises

Pour les entreprises de taille moyenne, dans le cadre de ce programme, BDC rendra disponible du crédit additionnel pour compléter les facilités de crédit actuelles des entreprises, et elle travaillera étroitement avec leurs prêteurs principaux. Ces prêts commerciaux d'une valeur de 12,5 millions de dollars à 60 millions de dollars prendront la forme de prêts subordonnés dont 90 % du montant sera fourni par BDC et 10 %, par le principal prêteur ou le syndicat de prêt de l'entrepreneur.

Prêts directs

Pour les demandes de prêts en ligne et les prêts de fonds de roulement d'une valeur maximale de 2,0 millions de dollars, nous offrons des modalités souples aux entreprises admissibles.

Capital de risque

Afin de soutenir le marché du capital de risque du Canada, nous avons mis en place le Programme financement relais. Ce programme d'octroi de financement équivalent sous forme de billets convertibles vise à accroître le financement par capital de risque offert aux entreprises ayant essuyé d'importants revers en raison de la pandémie de COVID-19.

Le Programme de crédit aux entreprises (PCE), qui comprend le programme de prêts conjoints et le programme de financement pour les moyennes entreprises, a été prolongé jusqu'en juin 2021 afin de continuer d'appuyer l'accès au capital pour les entreprises canadiennes de toutes les tailles, de tous les secteurs et

dans toutes les régions. BDC, en collaboration avec d'autres institutions financières, a continué de travailler en vue d'assurer le maintien de l'accès au crédit pour les entrepreneurs.

La semaine de la PME

Du 18 au 25 octobre se tenait La semaine de la PME BDC, célébrée à l'échelle du pays par de nombreuses activités virtuelles organisées par BDC et des partenaires. Sous le thème *Entreprenons l'avenir*, près de 10 000 propriétaires d'entreprises se sont rassemblés en ligne afin d'apprendre, de réseauter et de célébrer les personnes qui bâtissent des entreprises. Une étude de BDC, publiée pour l'occasion, a révélé que les entrepreneurs canadiens modifient leurs priorités et tirent parti des nouvelles tendances générées par la pandémie de COVID-19. Les solutions privilégiées comprennent le redressement des finances, au vu de l'intensité de la contraction de l'économie, et le recours à la technologie afin de rester concurrentiels. La pandémie a également changé les habitudes des Canadiens, qui sont prêts à payer plus cher pour des produits locaux ou font davantage d'achats en ligne, notamment.



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

Depuis plus de 75 ans, BDC a pour objectif de soutenir les entrepreneurs de tous les secteurs et à toutes les étapes de leur croissance. BDC offre un accès à du financement, en ligne et en personne, ainsi que des services-conseils afin d'aider les entreprises canadiennes à croître et réussir. BDC Capital, sa division d'investissement, propose une vaste gamme de solutions de capital.



Table des matières

RAPPORT DE GESTION	8
CONTEXTE DU RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	8
GESTION DU RISQUE.....	8
ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS.....	9
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	21

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.



Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

L'ensemble des ministères et des sociétés d'État mères sont tenus, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de préparer et de rendre public un rapport financier trimestriel. La Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État est émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, afin que les sociétés d'État mères soient informées de la forme et du contenu des rapports financiers trimestriels requis, en conformité avec l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'énoncé sur l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.

La pandémie de COVID-19 a eu des incidences défavorables sur l'environnement économique, créant de l'incertitude économique et des difficultés pour de nombreuses PME et de nombreux entrepreneurs canadiens. Étant donné son mandat et son rôle en tant que banque de développement, BDC a mis en place un certain nombre de programmes afin de soutenir les entreprises pendant cette période difficile et a constaté une augmentation considérable de la demande visant ses programmes de financement et de soutien. Ces programmes, dont certains mis en œuvre par BDC à la demande du gouvernement, rendent possible le déploiement de liquidités supplémentaires en vue de soutenir les entreprises canadiennes et les entrepreneurs ayant subi les contrecoups de la pandémie de COVID-19.



Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2020, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

BDC fait actuellement rapport sur sept secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR), division Technologies propres et Programme d'accès au crédit (PAC), un nouveau secteur créé à l'exercice considéré pour faire rapport sur les initiatives liées à la COVID-19.

Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités établis conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités inclus dans le présent rapport.

Résultat (perte) net consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
Financement	208,7	153,9	129,7	283,3
Services-conseils	(11,7)	(11,7)	(19,0)	(22,6)
Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,8	24,5	15,0	34,6
Capital de risque	21,3	115,1	90,4	195,7
Programmes incitatifs pour le capital de risque	(20,1)	8,7	27,1	20,0
Division Technologies propres	(4,5)	4,3	1,9	6,7
Résultat net au titre des principaux secteurs	197,5	294,8	245,1	517,7
Programme d'accès au crédit	(65,1)	-	(251,7)	-
Résultat (perte) net	132,4	294,8	(6,6)	517,7
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	131,5	302,6	(9,5)	511,4
Aux participations ne donnant pas le contrôle	0,9	(7,8)	2,9	6,3
Résultat (perte) net	132,4	294,8	(6,6)	517,7



Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2020, BDC a affiché un résultat net consolidé de 132,4 millions de dollars, dont un résultat net de 131,5 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et un résultat net de 0,9 million de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, le résultat net consolidé de 294,8 millions de dollars comprenait un résultat net de 302,6 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et une perte nette de 7,8 millions de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat net consolidé au titre des principaux secteurs de BDC s'est établi à 197,5 millions de dollars, comparativement à 294,8 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, BDC a subi une perte nette consolidée de 6,6 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 517,7 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. La diminution du résultat net au titre des principaux secteurs tient en grande partie de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues de Financement. Les résultats du PAC ont également été touchés négativement par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues et les charges opérationnelles et administratives représentant les frais imputés par les principaux secteurs de BDC afin de soutenir les activités du PAC.



Résultat global consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
Résultat (perte) net	132,4	294,8	(6,6)	517,7
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	(2,5)	(1,5)	6,7	0,1
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(0,4)	(0,3)	(0,6)	(0,6)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(2,9)	(1,8)	6,1	(0,5)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(11,0)	(9,8)	(412,9)	(102,5)
Autres éléments du résultat global	(13,9)	(11,6)	(406,8)	(103,0)
Résultat global total	118,5	283,2	(413,4)	414,7
Résultat global total attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	117,6	291,0	(416,3)	408,4
Aux participations ne donnant pas le contrôle	0,9	(7,8)	2,9	6,3
Résultat global total	118,5	283,2	(413,4)	414,7

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Le résultat global total consolidé comprend le résultat (perte) net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, et sont soumis à une forte volatilité en raison des fluctuations du marché.

Pour le deuxième trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2020, BDC a subi une perte de respectivement 13,9 millions de dollars et 406,8 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global, comparativement à des pertes de 11,6 millions de dollars et 103,0 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution des autres éléments du résultat global pour le premier semestre de l'exercice 2021 est principalement attribuable à la perte de 412,9 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies. Cette perte s'explique par l'utilisation de taux d'actualisation moins élevés que prévu pour évaluer le passif net au titre des prestations définies, partiellement contrebalancée par le rendement plus élevé des actifs des régimes de retraite.



Résultats de Financement

	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
(en millions de dollars)				
Produits d'intérêts nets	339,0	327,6	673,0	643,6
Frais et autres produits	5,9	5,9	11,4	11,4
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(48,6)	(52,7)	(380,3)	(129,2)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(3,9)	2,1	(4,5)	0,7
Profits (pertes) de change nets	(0,3)	(0,8)	(0,7)	(2,4)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	0,1	0,3	0,4	0,1
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	292,2	282,4	299,3	524,2
Charges opérationnelles et administratives	83,5	128,5	169,6	240,9
Résultat net provenant de Financement	208,7	153,9	129,7	283,3

	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
En pourcentage du portefeuille moyen				
Produits d'intérêts nets	4,5	4,6	4,5	4,6
Frais et autres produits	0,1	0,1	0,1	0,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(0,6)	(0,7)	(2,6)	(0,9)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(0,1)	-	-	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	3,9	4,0	2,0	3,8
Charges opérationnelles et administratives	1,1	1,8	1,1	1,7
Résultat net provenant de Financement	2,8	2,2	0,9	2,1

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Le résultat net de Financement s'est chiffré à 208,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021 et à 129,7 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, comparativement à un résultat net de 153,9 millions de dollars et 283,3 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2020, l'augmentation du résultat net de Financement s'explique principalement par une hausse des produits d'intérêts nets et la diminution des charges opérationnelles et administratives. La baisse de rentabilité constatée au premier semestre de l'exercice 2021 s'explique principalement par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues attribuable au ralentissement économique découlant de la propagation du coronavirus. Le tout a été contrebalancé en partie par une hausse des produits d'intérêts nets découlant de la croissance du portefeuille et la diminution des charges opérationnelles et administratives.



Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2020, les charges opérationnelles et administratives se sont élevées respectivement à 83,5 millions de dollars et 169,6 millions de dollars, et ont été inférieures à celles de 128,5 millions de dollars et 240,9 millions de dollars comptabilisées pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable aux charges réimputées au secteur PAC alors que les activités de financement ont été réorientées afin de soutenir les initiatives du PAC.

Résultats de Services-conseils

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
Produits	4,2	6,6	8,3	13,9
Charges liées à la prestation ⁽¹⁾	2,5	4,2	5,0	8,5
Marge bénéficiaire brute	1,7	2,4	3,3	5,4
Charges opérationnelles et administratives	13,4	14,1	22,3	28,0
Perte nette provenant de Services-conseils	(11,7)	(11,7)	(19,0)	(22,6)

⁽¹⁾ Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, Services-conseils a subi une perte nette de 11,7 millions de dollars, contre une perte nette de 11,7 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. La perte nette cumulée pour le semestre terminé le 30 septembre 2020 s'est établie à 19,0 millions de dollars, contre une perte nette de 22,6 millions de dollars pour la même période l'exercice précédent. L'écart favorable de 3,6 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2020 est dû essentiellement à la diminution des charges opérationnelles et administratives attribuable au redéploiement temporaire des employés de Services-conseils afin de répondre au volume élevé de demandes de financement dans le secteur PAC au cours de la première moitié du semestre.

Comme prévu, les résultats de Services-conseils ont été touchés par le ralentissement économique en raison de l'arrêt du développement des affaires au cours de la première moitié du semestre du fait de la pandémie et des entrepreneurs qui ont reporté leurs mandats de consultation. Services-conseils a adapté son offre et a commencé à proposer de nouvelles solutions de services-conseils, de la consultation gratuite et des conseils en ligne afin d'aider les entreprises à se préparer à la reprise. Les produits se sont chiffrés à 8,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2021, une diminution de 5,6 millions de dollars par rapport aux 13,9 millions de dollars comptabilisés pour la même période de l'exercice précédent. La marge bénéficiaire brute, qui s'est établie à 3,3 million de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, est moins élevée que celle de 5,4 millions de dollars enregistrée pour la même période de l'exercice précédent, ce qui est surtout attribuable à la baisse des produits.

Les charges opérationnelles et administratives de 13,4 millions de dollars pour le trimestre sont légèrement inférieures à celles de 14,1 millions de dollars comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice 2020. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 22,3 millions de dollars, en baisse par rapport à celles de 28,0 millions de dollars comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice 2020 en raison surtout des charges réimputées au secteur PAC alors que des employés ont été redéployés afin de soutenir les initiatives du PAC.



Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
(en millions de dollars)				
Produits nets sur les placements	37,7	38,9	59,0	65,4
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(23,6)	(2,2)	(25,0)	(5,9)
Profits (pertes) de change nets	(0,4)	0,2	(1,2)	(0,1)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	13,7	36,9	32,8	59,4
Charges opérationnelles et administratives	9,9	12,4	17,8	24,8
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,8	24,5	15,0	34,6
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	4,4	22,9	15,7	33,0
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	1,6	(0,7)	1,6
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,8	24,5	15,0	34,6

	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
En pourcentage du portefeuille moyen				
Produits nets sur les placements	12,1	13,0	9,6	11,1
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(7,6)	(0,7)	(4,1)	(1,0)
Profits (pertes) de change nets	(0,1)	0,1	(0,2)	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	4,4	12,4	5,3	10,1
Charges opérationnelles et administratives	3,2	4,1	2,9	4,2
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	1,2	8,3	2,4	5,9
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	1,4	7,8	2,5	5,6
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	0,5	(0,1)	0,3
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	1,2	8,3	2,4	5,9



Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Le résultat net a atteint 3,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, comparativement à un résultat net de 24,5 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, Capital de croissance et transfert d'entreprise a affiché un résultat net de 15,0 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 34,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2020. La hausse de la variation nette de la moins-value latente sur les placements s'est répercutée négativement sur les résultats du trimestre et du semestre terminés le 30 septembre 2020.

Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 23,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre et de 25,0 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2021, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 2,2 millions de dollars et de 5,9 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous. Pour le premier semestre de l'exercice 2021, la variation nette de la moins-value latente sur les placements de 25,0 millions de dollars s'explique essentiellement par la moins-value nette de 31,1 millions de dollars, contrebalancée par le renversement de la moins-value nette de 6,1 millions de dollars en raison du résultat réalisé et des radiations.

	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
(en millions de dollars)	E2021	E2020	E2021	E2020
Plus(moins)-value nette	(23,2)	(5,2)	(31,1)	(11,6)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	(0,4)	3,0	6,1	5,7
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(23,6)	(2,2)	(25,0)	(5,9)

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 17,8 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, une diminution par rapport aux 24,8 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable aux charges réimputées au secteur PAC alors que des employés ont été redéployés afin de soutenir les initiatives du PAC.



Résultats de Capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
Produits (pertes) nets sur les placements	(20,0)	55,4	(3,5)	224,5
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	60,8	60,0	141,7	(7,1)
Profits (pertes) de change nets	(11,8)	7,8	(32,4)	(6,2)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	29,0	123,2	105,8	211,2
Charges opérationnelles et administratives	7,7	8,1	15,4	15,5
Résultat net provenant de Capital de risque	21,3	115,1	90,4	195,7
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	19,8	124,5	86,8	191,0
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1,5	(9,4)	3,6	4,7
Résultat net provenant de Capital de risque	21,3	115,1	90,4	195,7

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, Capital de risque a affiché un résultat net de 21,3 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 115,1 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, le résultat net de Capital de risque s'est chiffré à 90,4 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 195,7 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2021 reflètent l'incidence négative d'une augmentation des pertes nettes sur les placements et une augmentation des pertes de change nettes, le tout contrebalancé par une hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements.

Capital de risque a comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 60,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre et de 141,7 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, comparativement à une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 60,0 millions de dollars et une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 7,1 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
Plus(moins)-value nette	34,3	93,2	118,4	190,1
Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations	26,5	(33,2)	23,3	(197,2)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	60,8	60,0	141,7	(7,1)



Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, des pertes de change nettes sur les placements respectivement de 11,8 millions de dollars et 32,4 millions de dollars ont été comptabilisées par suite des fluctuations du taux de change sur le portefeuille en dollars américains, tandis que des profits de change nets sur les placements de 7,8 millions de dollars et des pertes de change nettes sur les placements de 6,2 millions de dollars avaient été comptabilisées pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 15,4 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2021, un montant comparable à celui de 15,5 millions de dollars comptabilisé pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats de Programmes incitatifs pour le capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
Produits nets sur les placements	0,1	0,7	0,2	0,7
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(19,5)	8,6	28,2	20,5
Profits (pertes) de change nets	(0,3)	0,1	(0,7)	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	(19,7)	9,4	27,7	21,2
Charges opérationnelles et administratives	0,4	0,7	0,6	1,2
Résultat (perte) net provenant de Programmes incitatifs pour le capital de risque	(20,1)	8,7	27,1	20,0

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, PICR a enregistré une perte nette de 20,1 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 8,7 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, PICR a enregistré un résultat net de 27,1 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 20,0 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

La diminution constatée au deuxième trimestre de l'exercice 2021 tient principalement de la hausse de la moins-value nette sur les placements par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Toutefois, les résultats du premier semestre de l'exercice 2021 demeurent solides en raison surtout de la hausse de la plus-value nette sur les placements par rapport à la même période de l'exercice précédent.



Résultats de la division Technologies propres

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
Produits nets sur les placements	2,2	2,5	4,1	3,7
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(5,8)	2,6	(0,2)	4,6
Profits (pertes) de change nets	-	-	(0,2)	0,2
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	(3,6)	5,1	3,7	8,5
Charges opérationnelles et administratives	0,9	0,8	1,8	1,8
Résultat (perte) net provenant de la division Technologies propres	(4,5)	4,3	1,9	6,7

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2020, la division Technologies propres a affiché respectivement une perte nette de 4,5 millions de dollars et un résultat net de 1,9 million de dollars, comparativement à un résultat net de respectivement 4,3 millions de dollars et 6,7 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2021 reflètent l'incidence négative d'une augmentation de la variation nette de la moins-value latente sur les placements.

Résultats de Programme d'accès au crédit

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2021	E2020	E2021	E2020
Produits d'intérêts nets	16,0	-	20,7	-
Frais et autres produits	4,1	-	4,8	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(46,4)	-	(185,8)	-
Profits (pertes) de change nets	(0,1)	-	(0,2)	-
Perte avant charges opérationnelles et administratives	(26,4)	-	(160,5)	-
Charges opérationnelles et administratives	38,7	-	91,2	-
Perte nette provenant du Programme d'accès au crédit	(65,1)	-	(251,7)	-



Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2020, le PAC a subi une perte nette de respectivement 65,1 millions de dollars et 251,7 millions de dollars attribuable principalement à la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts de respectivement 46,4 millions de dollars et 185,8 millions de dollars reflétant l'incertitude économique actuelle suscitée par la pandémie. Les charges opérationnelles et administratives de 38,7 millions de dollars pour le trimestre et de 91,2 millions de dollars pour le semestre s'expliquent par les coûts plus élevés engagés dans la phase de démarrage de ce nouveau portefeuille, du fait principalement des efforts mis en œuvre par les employés pour déployer les initiatives du PAC et traiter la demande excessive. Le niveau des charges réimputées au secteur devrait diminuer au fur et à mesure que le portefeuille se stabilisera.

État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

Au 30 septembre 2020, le total des actifs de BDC s'établissait à 35,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,7 milliards de dollars par rapport au 31 mars 2020, grâce, en grande partie, à l'augmentation de 2,5 milliards de dollars du portefeuille de prêts net.

Le portefeuille de prêts de 29,8 milliards de dollars représentait le principal actif de BDC (portefeuille brut de 31,5 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 1,7 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 10,5 % au cours du semestre suivant le 31 mars 2020, en raison d'une hausse du niveau des activités du secteur PAC, qui représente 2,3 milliards de dollars de prêts supplémentaires.

Les portefeuilles de placements de BDC, c'est-à-dire les portefeuilles de Capital de croissance et transfert d'entreprise et de Capital de risque, totalisaient 3,3 milliards de dollars, comparativement à 3,0 milliards de dollars au 31 mars 2020. L'augmentation de 0,3 milliard de dollars s'explique surtout par les décaissements nets et la plus-value nette des placements de Capital de risque. Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières s'établissait à 715,7 millions de dollars, comparativement à 777,8 millions de dollars au 31 mars 2020.

Au 30 septembre 2020, la juste valeur des actifs dérivés était de 6,2 millions de dollars et la juste valeur des passifs dérivés s'établissait à 6,8 millions de dollars. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés a augmenté de 3,2 millions de dollars depuis le 31 mars 2020.

Au 30 septembre 2020, BDC a comptabilisé un passif net au titre des prestations définies de 625,0 millions de dollars au titre du régime de retraite agréé et des autres régimes. Il s'agit d'une augmentation de 378,5 millions de dollars par rapport au total du passif net au titre des prestations définies au 31 mars 2020, laquelle découle principalement des pertes sur les réévaluations comptabilisées au premier semestre de l'exercice 2021. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 11 du présent rapport.

BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 1,7 milliard de dollars au 30 septembre 2020, comparativement à 1,8 milliard de dollars au 31 mars 2020. Le 13 mai 2020, la Politique de gestion des risques de trésorerie de BDC a été modifiée afin de faire passer le niveau maximum de liquidité de 30 jours à 90 jours pour couvrir la hausse des risques opérationnels et de financement et veiller à ce que le niveau de liquidité soit suffisant pour répondre aux principales perturbations durant la pandémie de COVID-19.

Pour le semestre terminé le 30 septembre 2020, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 2,5 milliards de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 0,2 milliard de dollars, en raison des décaissements nets relatifs aux placements et aux titres adossés à des créances mobilières de Capital de croissance et transfert d'entreprise et de



Capital de risque. Les flux de trésorerie découlant des activités de financement se sont élevés à 2,6 milliards de dollars, principalement en raison de l'émission d'actions ordinaires de 7,5 milliards de dollars et de l'émission de billets à long terme de 0,5 milliard de dollars, contrebalancées par le remboursement net de prêts à court terme de 5,3 milliards de dollars.

Au 30 septembre 2020, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 18,7 milliards de dollars d'emprunts et 16,0 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprenaient 14,0 milliards de dollars de billets à court terme et 4,7 milliards de dollars de billets à long terme.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Le 5 mai 2020, le conseil d'administration a approuvé un nouveau cadre de gestion du capital pour s'assurer que la gestion du capital est efficace et alignée sur les lignes directrices des organismes de réglementation (BSIF/Bâle) et sur les autres institutions financières canadiennes. BDC s'efforce de faire évoluer continuellement ses techniques et mesures sur les normes de fonds propres afin de refléter les risques intrinsèques de la Banque tout en intégrant les pratiques exemplaires du secteur. Le nouveau cadre de gestion du capital intègre les changements apportés à la définition du capital disponible ainsi qu'à la quantification du capital requis. Le nouveau cadre est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2020.

Capital disponible

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont principalement trait à l'ajout des provisions collectives stipulé dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'approche standard.

Capital requis

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont essentiellement trait à la suppression des réserves de capital (tests de tension et capital de risque), l'alignement sur les normes du secteur pour la note de solvabilité, l'ajustement de la définition de la fourchette opérationnelle et la mise à jour des modèles de capital économique validés par des tiers.

Au 30 septembre 2020, le ratio interne de capital de BDC, compte non tenu des secteurs PICR, division Technologies propres et PAC, s'établissait à 107 %, une valeur inférieure au ratio de capital cible de 110 %, comparativement à 112 % au 31 mars 2020. La diminution du ratio interne de capital est essentiellement attribuable à la volatilité des taux du marché utilisés pour évaluer le passif net au titre des prestations définies qui s'est traduite par une perte de 412,9 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global pour le semestre ainsi que par une hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues qui a réduit le capital disponible. Malgré cette incidence défavorable, le ratio de capital réglementaire de BDC est bien supérieur aux exigences minimales en matière de capital réglementaire et BDC est bien positionnée pour continuer à soutenir les PME canadiennes.



États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière	22
État consolidé de la situation financière.....	23
État consolidé des résultats.....	24
État consolidé du résultat global.....	25
État consolidé des variations des capitaux propres	26
Tableau consolidé des flux de trésorerie	28
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	29
Note 1 Description générale de BDC.....	29
Note 2 Base d'établissement	29
Note 3 Principales méthodes comptables	30
Note 4 Jugements, estimations et hypothèses comptables importants	30
Note 5 Juste valeur des instruments financiers	31
Note 6 Prêts	34
Note 7 Titres adossés à des créances mobilières	36
Note 8 Placements de financement subordonné.....	37
Note 9 Placements de capital de risque	38
Note 10 Capital social	38
Note 11 Informations sectorielles	40
Note 12 Garanties.....	46
Note 13 Transactions entre parties liées	46
Note 14 Incertitudes liées à la COVID-19.....	47



Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Michael Denham
Président et chef de la direction

Stefano Lucarelli, CPA, CA
Chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 18 novembre 2020



État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2020	31 mars 2020
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 710 031	1 821 397
Actifs dérivés		6 192	12 356
Prêts			
Prêts, valeur comptable brute	6	31 468 606	28 472 261
Moins: correction de valeur pour pertes de crédit attendues	6	(1 684 300)	(1 199 173)
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues		29 784 306	27 273 088
Placements			
Titres adossés à des créances mobilières	7	715 711	777 838
Placements de financement subordonné	8	1 300 000	1 240 588
Placements de capital de risque	9	2 038 607	1 721 136
Total des placements		4 054 318	3 739 562
Immobilisations corporelles		68 766	67 704
Immobilisations incorporelles		41 870	41 525
Actifs au titre du droit d'utilisation		124 535	127 523
Actif net au titre des prestations définies		-	41 781
Autres actifs		33 153	28 422
Total des actifs		35 823 171	33 153 358
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs et frais courus		208 388	158 292
Passifs dérivés		6 802	16 125
Emprunts			
Billets à court terme		14 014 630	19 362 224
Billets à long terme		4 701 806	4 207 066
Total des emprunts		18 716 436	23 569 290
Obligations locatives			
Obligations locatives à court terme		12 728	12 063
Obligations locatives à long terme		123 935	125 138
Total des obligations locatives		136 663	137 201
Passif net au titre des prestations définies		624 954	246 443
Autres passifs		137 673	123 208
Total des passifs		19 830 916	24 250 559
Capitaux propres			
Capital social	10	11 511 900	4 008 900
Surplus d'apport		27 778	27 778
Bénéfices non distribués		4 423 852	4 846 219
Cumul des autres éléments du résultat global		14 825	8 763
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		15 978 355	8 891 660
Participations ne donnant pas le contrôle		13 900	11 139
Total des capitaux propres		15 992 255	8 902 799
Total des passifs et des capitaux propres		35 823 171	33 153 358

Garanties (note 12)

Engagements (notes 6, 7, 8, et 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits d'intérêts	402 196	444 765	787 346	876 287
Charges d'intérêts	22 966	92 764	49 478	184 928
Produits d'intérêts nets	379 230	352 001	737 868	691 359
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(10 628)	52 202	1 965	220 031
Produits de Services-conseils	4 227	6 590	8 284	13 902
Frais et autres produits	16 477	26 749	29 844	38 010
Produits nets	389 306	437 542	777 961	963 302
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(95 030)	(52 701)	(566 097)	(129 210)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	8 018	71 209	140 264	12 718
Profits (pertes) de change nets	(12 959)	7 318	(35 536)	(8 647)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	162	209	493	148
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	289 497	463 577	317 085	838 311
Salaires et avantages du personnel	107 603	112 440	220 376	219 044
Locaux et équipement	10 922	10 825	20 652	21 161
Autres charges	38 511	45 559	82 618	80 390
Charges opérationnelles et administratives	157 036	168 824	323 646	320 595
Résultat (perte) net	132 461	294 753	(6 561)	517 716
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	131 515	302 479	(9 455)	511 409
Aux participations ne donnant pas le contrôle	946	(7 726)	2 894	6 307
Résultat (perte) net	132 461	294 753	(6 561)	517 716

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés. La note 11 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



État consolidé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Résultat (perte) net	132 461	294 753	(6 561)	517 716
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2 523)	(1 515)	6 653	115
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(340)	(297)	(591)	(593)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(2 863)	(1 812)	6 062	(478)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(11 034)	(9 745)	(412 912)	(102 582)
Autres éléments du résultat global	(13 897)	(11 557)	(406 850)	(103 060)
Résultat global total	118 564	283 196	(413 411)	414 656
Résultat global total attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	117 618	290 922	(416 305)	408 349
Aux participations ne donnant pas le contrôle	946	(7 726)	2 894	6 307
Résultat global total	118 564	283 196	(413 411)	414 656

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 septembre
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 30 juin 2020	11 511 900	27 778	4 303 371	14 442	3 246	17 688	15 860 737	13 061	15 873 798
Résultat global total									
Résultat net			131 515				131 515	946	132 461
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				(2 523)		(2 523)	(2 523)		(2 523)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(340)	(340)	(340)		(340)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(11 034)				(11 034)		(11 034)
Autres éléments du résultat global	-	-	(11 034)	(2 523)	(340)	(2 863)	(13 897)	-	(13 897)
Résultat global total	-	-	120 481	(2 523)	(340)	(2 863)	117 618	946	118 564
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(107)	(107)
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	(107)	(107)
Solde au 30 septembre 2020	11 511 900	27 778	4 423 852	11 919	2 906	14 825	15 978 355	13 900	15 992 255
(en milliers de dollars canadiens)									
Solde au 30 juin 2019	2 602 900	27 778	5 063 767	4 381	4 326	8 707	7 703 152	55 593	7 758 745
Résultat global total									
Résultat net			302 479				302 479	(7 726)	294 753
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				(1 515)		(1 515)	(1 515)		(1 515)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(297)	(297)	(297)		(297)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(9 745)				(9 745)		(9 745)
Autres éléments du résultat global	-	-	(9 745)	(1 515)	(297)	(1 812)	(11 557)	-	(11 557)
Résultat global total	-	-	292 734	(1 515)	(297)	(1 812)	290 922	(7 726)	283 196
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(2 734)	(2 734)
Émission d'actions ordinaires	462 000						462 000		462 000
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	462 000	-	-	-	-	-	462 000	(2 734)	459 266
Solde au 30 septembre 2019	3 064 900	27 778	5 356 501	2 866	4 029	6 895	8 456 074	45 133	8 501 207

(1) Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le semestre terminé le 30 septembre
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2020	4 008 900	27 778	4 846 219	5 266	3 497	8 763	8 891 660	11 139	8 902 799
Résultat global total									
Résultat (perte) net			(9 455)				(9 455)	2 894	(6 561)
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				6 653		6 653	6 653		6 653
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(591)	(591)	(591)		(591)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(412 912)				(412 912)		(412 912)
Autres éléments du résultat global	-	-	(412 912)	6 653	(591)	6 062	(406 850)	-	(406 850)
Résultat global total	-	-	(422 367)	6 653	(591)	6 062	(416 305)	2 894	(413 411)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(144)	(144)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								11	11
Émission d'actions ordinaires	7 503 000						7 503 000		7 503 000
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	7 503 000	-	-	-	-	-	7 503 000	(133)	7 502 867
Solde au 30 septembre 2020	11 511 900	27 778	4 423 852	11 919	2 906	14 825	15 978 355	13 900	15 992 255
(en milliers de dollars canadiens)									
	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs disponibles JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2019	2 602 900	27 778	5 076 074	2 751	4 622	7 373	7 714 125	41 635	7 755 760
Résultat global total									
Résultat net			511 409				511 409	6 307	517 716
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				115		115	115		115
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(593)	(593)	(593)		(593)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(102 582)				(102 582)		(102 582)
Autres éléments du résultat global	-	-	(102 582)	115	(593)	(478)	(103 060)	-	(103 060)
Résultat global total	-	-	408 827	115	(593)	(478)	408 349	6 307	414 656
Dividendes sur les actions ordinaires			(128 400)				(128 400)		(128 400)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(2 809)	(2 809)
Émission d'actions ordinaires	462 000						462 000		462 000
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	462 000	-	(128 400)	-	-	-	333 600	(2 809)	330 791
Solde au 30 septembre 2019	3 064 900	27 778	5 356 501	2 866	4 029	6 895	8 456 074	45 133	8 501 207

(1) Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 septembre		30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Activités opérationnelles				
Résultat (perte) net	132 461	294 753	(6 561)	517 716
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets				
Produits d'intérêts	(402 196)	(444 765)	(787 346)	(876 287)
Charges d'intérêts	22 438	92 281	48 411	183 957
Intérêts sur les obligations locatives	528	483	1 067	971
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	10 628	(52 202)	(1 965)	(220 031)
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	95 030	52 701	566 097	129 210
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	(8 018)	(71 209)	(140 264)	(12 718)
Pertes (profits) de change nets latents	32 637	(7 293)	62 460	7 062
Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers	177	87	98	444
Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges	7 603	7 740	7 379	11 549
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	5 424	4 815	10 593	9 425
Amortissement des actifs au titre du droits d'utilisation	3 895	3 380	7 768	7 025
Autres	(7 853)	(4 108)	(14 756)	(6 810)
Charges d'intérêts payées	(24 202)	(94 089)	(52 134)	(182 644)
Produits d'intérêts reçus	386 671	445 106	759 151	868 822
Variation des actifs et des passifs opérationnels				
Variation nette des prêts	(1 026 676)	(559 033)	(3 033 398)	(1 162 830)
Variation nette des créditeurs et frais courus	(36 448)	(46 474)	50 096	(39 423)
Variation nette des autres actifs et autres passifs	1 899	1 086	(22 960)	8 527
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	(806 002)	(376 741)	(2 546 264)	(756 035)
Activités d'investissement				
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	(25 857)	(101 846)	(94 802)	(231 807)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	88 307	101 888	163 565	178 929
Décaissements sur les placements de financement subordonné	(93 458)	(185 474)	(187 340)	(329 832)
Remboursements sur les placements de financement subordonné	53 994	118 614	101 656	178 305
Décaissements sur les placements de capital de risque	(104 268)	(90 153)	(247 421)	(146 371)
Produits de la vente de placements de capital de risque	28 041	107 663	61 612	310 181
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 933)	(4 074)	(6 556)	(10 417)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 287)	(2 638)	(5 445)	(5 130)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(59 461)	(56 020)	(214 731)	(56 142)
Activités de financement				
Variation nette des billets à court terme	(3 439 000)	(870 000)	(5 341 855)	(1 020 000)
Émission de billets à long terme	-	830 000	495 000	1 480 000
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(107)	(2 734)	(144)	(2 809)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	11	-
Émission d'actions ordinaires	-	462 000	7 503 000	462 000
Dividendes versés sur les actions ordinaires	-	-	-	(128 400)
Paiement des obligations locatives	(3 628)	(3 712)	(6 383)	(7 607)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(3 442 735)	415 554	2 649 629	783 184
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 308 198)	(17 207)	(111 366)	(28 993)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	6 018 229	692 194	1 821 397	703 980
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	1 710 031	674 987	1 710 031	674 987

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services-conseils complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

BDC rend des comptes au Parlement par l'entremise de la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international.

2.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent la même base d'établissement que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 62 à 128 du Rapport annuel 2020 de BDC.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés pourrait être nécessaire.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont été approuvés pour publication le 18 novembre 2020 par le conseil d'administration.



3.

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, mis à part le changement ci-après touchant la note 24, *Gestion du risque* du Rapport annuel 2020 : le 13 mai 2020, la Politique de gestion des risques de trésorerie de BDC a été modifiée afin de faire passer le niveau maximum de liquidité de 30 jours à 90 jours pour couvrir la hausse des risques opérationnels et de financement et veiller à ce que le niveau de liquidité soit suffisant pour répondre aux principales perturbations durant la pandémie de COVID-19. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés doivent être lus en parallèle avec le Rapport annuel 2020 de BDC et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 62 à 128 de ce rapport.

4.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements et utilise des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, les estimations et les hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels résumés figurent à la page 79 du Rapport annuel 2020.

Incertitudes liées à la COVID-19

Depuis mars 2020, l'écllosion du coronavirus s'est rapidement transformée en une crise économique. L'environnement économique demeure incertain à la date de présentation de l'information financière et continue d'avoir une incidence importante sur nos résultats financiers. La reprise dépendra de la vitesse à laquelle la pandémie sera maîtrisée. Au 30 septembre 2020, compte tenu de l'incertitude actuelle, l'évaluation de l'incidence de la COVID-19 sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues a nécessité l'exercice d'une part importante de jugement, en particulier en ce qui a trait aux scénarios macroéconomiques et aux pondérations correspondantes de ces scénarios, notamment le jugement d'experts en matière de crédit, au besoin, ce qui a contribué à un accroissement des prêts classés à l'Étape 2 ainsi qu'à une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux comptabilisés pour le semestre terminé le 30 septembre 2020.

En raison de la propagation de la COVID-19, les évaluations de la juste valeur de nos placements de financement subordonné et de capital de risque ont subi le contrecoup de la volatilité des marchés financiers. Pour ce qui est de la juste valeur de nos placements qui ne peut pas être établie d'après les données de marchés actifs, nos techniques d'évaluation ont tenu compte de données d'entrée qui sont élaborées à partir de données de marché observables. Des ajustements ont été effectués en fonction des données de négociation comparables sur le marché public et des caractéristiques propres aux placements, et nous avons utilisé une méthode de l'actif net, une approche par le marché ou



une approche par le résultat rajustée en fonction de facteurs sectoriels. En ce qui a trait à nos placements directs de capital de risque, nous avons évalué leur hypothèse de continuité d'exploitation en fonction des difficultés financières que devraient connaître les sociétés bénéficiant d'investissements, en accordant une attention particulière aux secteurs les plus touchés. Toute modification apportée à ces hypothèses peut avoir une incidence importante sur les évaluations.

5.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1 – Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement;
- Niveau 3 – Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données importantes non observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 ni entre le Niveau 2 et le Niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les Niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des investissements inscrits en bourse deviennent des investissements privés pendant les périodes présentées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

	30 septembre 2020			
	Évaluation de la juste valeur selon le			Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	totale
Actifs				
Actifs dérivés	-	6 192	-	6 192
Titres adossés à des créances mobilières	-	715 711	-	715 711
Placements de financement subordonné	27 610	-	1 272 390	1 300 000
Placements de capital de risque	86 006	-	1 952 601	2 038 607
	113 616	721 903	3 224 991	4 060 510
Passifs				
Passifs dérivés	-	6 802	-	6 802
Billets à long terme désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	133 523	-	133 523
	-	140 325	-	140 325
				31 mars 2020
	Évaluation de la juste valeur selon le			Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	totale
Actifs				
Actifs dérivés	-	12 356	-	12 356
Titres adossés à des créances mobilières	-	777 838	-	777 838
Placements de financement subordonné	7 161	-	1 233 427	1 240 588
Placements de capital de risque	44 314	-	1 676 822	1 721 136
	51 475	790 194	2 910 249	3 751 918
Passifs				
Passifs dérivés	-	16 125	-	16 125
Billets à long terme désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	135 734	-	135 734
	-	151 859	-	151 859

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le Niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2020	1 233 427	1 676 822	2 910 249
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	7 246	(4 834)	2 412
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(41 117)	128 521	87 404
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	-	(31 707)	(31 707)
Décassements sur les placements	179 341	247 421	426 762
Remboursements sur les placements et autres	(106 507)	(57 443)	(163 950)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(6 179)	(6 179)
Juste valeur au 30 septembre 2020	1 272 390	1 952 601	3 224 991

	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2019	1 144 759	1 791 118	2 935 877
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(5 064)	39 449	34 385
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(101 358)	(248 773)	(350 131)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	-	34 718	34 718
Décassements sur les placements	534 443	266 412	800 855
Remboursements sur les placements et autres	(339 353)	(185 236)	(524 589)
Transfert du niveau 1 vers le niveau 3	-	8 312	8 312
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(29 178)	(29 178)
Juste valeur au 31 mars 2020	1 233 427	1 676 822	2 910 249

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



6.

Prêts

Les tableaux qui suivent résument les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	461 493	4 543 598	25 235 551	30 240 642	(1 196 355)	29 044 287
Douteux	59 822	169 458	998 684	1 227 964	(487 945)	740 019
Prêts au 30 septembre 2020	521 315	4 713 056	26 234 235	31 468 606	(1 684 300)	29 784 306

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	431 261	2 881 530	24 097 877	27 410 668	(784 505)	26 626 163
Douteux	47 155	162 819	851 619	1 061 593	(414 668)	646 925
Prêts au 31 mars 2020	478 416	3 044 349	24 949 496	28 472 261	(1 199 173)	27 273 088

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1^{er} avril 2020	270 249	514 256	414 668	1 199 173
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	129 202	(129 146)	(56)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(143 443)	151 481	(8 038)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(637)	(41 352)	41 989	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	83 985	223 052	93 971	401 008
Actifs financiers remboursés en totalité	(15 106)	(19 161)	(18 682)	(52 949)
Nouveaux actifs financiers créés	189 706	44 992	-	234 698
Radiations	-	-	(45 176)	(45 176)
Recouvrements	-	-	8 161	8 161
Variation des taux de change et autres	(27 358)	(34 365)	1 108	(60 615)
Solde au 30 septembre 2020	486 598	709 757	487 945	1 684 300

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1^{er} avril 2019	106 880	183 627	338 735	629 242
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	69 846	(67 566)	(2 280)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(73 641)	102 489	(28 848)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(2 186)	(42 806)	44 992	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	87 231	315 604	232 432	635 267
Actifs financiers remboursés en totalité	(12 306)	(22 947)	(36 737)	(71 990)
Nouveaux actifs financiers créés	84 076	23 685	-	107 761
Radiations	-	-	(153 529)	(153 529)
Recouvrements	-	40	18 671	18 711
Variation des taux de change et autres	10 349	22 130	1 232	33 711
Solde au 31 mars 2020	270 249	514 256	414 668	1 199 173

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues attribuable aux variations de la valeur comptable brute et aux changements du risque de crédit liés aux prêts existants, aux changements des données des modèles et des hypothèses, et aux remboursements partiels.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Concentrations du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés

Les concentrations, par répartition géographique ainsi que par secteur d'activité, du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés sont illustrées dans les tableaux ci-dessous.

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissaient à 3 134 465 \$ au 30 septembre 2020 (815 493 \$ à taux fixe et 2 318 972 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 4,02 % sur les engagements relatifs aux prêts (5,2 % au 30 septembre 2019).

Répartition géographique	30 septembre 2020		31 mars 2020	
	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	883 270	41 147	870 736	66 841
Île-du-Prince-Édouard	79 963	4 013	78 750	2 098
Nouvelle-Écosse	728 325	57 593	676 641	82 782
Nouveau-Brunswick	534 405	34 334	524 227	38 746
Québec	10 024 397	895 010	8 960 967	943 956
Ontario	8 724 419	921 354	7 784 743	839 924
Manitoba	860 396	82 487	805 175	80 986
Saskatchewan	838 171	70 558	793 821	62 499
Alberta	4 515 948	536 937	4 131 995	483 156
Colombie-Britannique	4 093 143	474 335	3 673 584	458 736
Yukon	122 316	2 981	117 235	3 019
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	63 853	13 716	54 387	11 906
Total des prêts en cours⁽¹⁾	31 468 606	3 134 465	28 472 261	3 074 649

Répartition par secteur d'activités	30 septembre 2020		31 mars 2020	
	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Fabrication	6 997 270	865 066	6 434 657	857 111
Commerce de gros et de détail	5 901 370	548 898	5 204 352	511 853
Industries de services	4 808 384	407 431	4 156 135	414 829
Tourisme	3 676 757	248 966	3 295 761	273 727
Immeubles commerciaux	3 224 014	93 338	3 148 960	130 238
Construction	2 707 290	318 963	2 364 589	298 909
Transport et entreposage	1 866 486	169 550	1 778 237	170 721
Ressources	1 228 652	281 483	1 145 173	230 917
Autres	1 058 383	200 770	944 397	186 344
Total des prêts en cours⁽¹⁾	31 468 606	3 134 465	28 472 261	3 074 649

⁽¹⁾ Au 30 septembre 2020, les engagements relatifs aux prêts incluaient des montants de 2 694 639 \$ dans le secteur Financement et de 439 826 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (3 074 649 \$ et néant, respectivement, au 31 mars 2020).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements qui est incluse dans les autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2020	41 778	25 281	-	67 059
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(6 289)	3 688	-	(2 601)
Augmentation (diminution) nette des engagements	29 450	(371)	-	29 079
Variation des taux de change et autres	3 574	2 642	-	6 216
Solde au 30 septembre 2020	68 513	31 240	-	99 753

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2019	17 984	4 481	-	22 465
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(2 039)	12 078	-	10 039
Augmentation (diminution) nette des engagements	25 102	8 190	-	33 292
Variation des taux de change et autres	731	532	-	1 263
Solde au 31 mars 2020	41 778	25 281	-	67 059

7.

Titres adossés à des créances mobilières

Le tableau qui suit résume les titres adossés à des créances mobilières (TACM) selon le classement des instruments financiers. Aucun TACM n'avait subi de perte de valeur au 30 septembre 2020 ni au 31 mars 2020. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit attendues n'avait été comptabilisée au 30 septembre 2020 ni au 31 mars 2020 pour les montants déboursés et non déboursés sur les TACM à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Montant nominal	694 562	762 715
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	11 919	5 266
Valeur comptable	706 481	767 981
Rendement	2,47%	2,59%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	8 963	9 701
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	267	156
Valeur comptable	9 230	9 857
Rendement	7,36%	7,56%
Titres adossés à des créances mobilières	715 711	777 838

Les montants engagés à l'égard des titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissaient à 392 252 \$ au 30 septembre 2020 (238 489 \$ au 31 mars 2020).



8.

Placements de financement subordonné

BDC détient un portefeuille de placements de financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de financement subordonné en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 30 septembre 2020	192 080	889 887	399 756	1 481 723	1 300 000
Au 31 mars 2020	165 748	808 846	419 049	1 393 643	1 240 588

Les placements de financement subordonné ont un rang inférieur par rapport aux autres emprunts d'une société.

Concentrations du total des placements de financement subordonné et des engagements

Les concentrations des placements de financement subordonné et des montants non déboursés sur les placements de financement subordonné autorisés par répartition géographique et par secteur d'activité sont illustrées dans les tableaux qui suivent.

Les montants non déboursés sur les placements autorisés s'établissaient à 151 649 \$ au 30 septembre 2020 (104 171 \$ à taux fixe et 47 478 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré (en excluant les rendements autres qu'en intérêts) était de 7,7 % sur les engagements relatifs aux placements de financement subordonné (9,0 % au 30 septembre 2019).

Répartition géographique	30 septembre 2020			31 mars 2020		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	20 370	28 931	6 875	18 402	26 509	6 875
Nouvelle-Écosse	12 023	15 851	10 000	10 557	12 720	5 000
Nouveau-Brunswick	13 146	12 624	5 000	16 044	16 387	-
Québec	424 726	465 069	26 156	426 149	462 558	35 050
Ontario	470 371	526 933	72 910	442 600	498 251	66 251
Manitoba	3 827	5 696	-	1 720	3 316	10 500
Saskatchewan	42 232	55 843	-	46 224	58 169	600
Alberta	146 110	195 346	13 300	136 548	167 057	25 615
Colombie-Britannique	164 982	172 807	17 408	139 509	145 709	26 431
Yukon	275	332	-	325	332	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1 938	2 291	-	2 510	2 635	-
Placements de financement subordonné⁽¹⁾	1 300 000	1 481 723	151 649	1 240 588	1 393 643	176 322

Répartition par secteur d'activité	30 septembre 2020			31 mars 2020		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Fabrication	388 233	478 268	29 863	367 429	430 194	42 104
Industries de services	390 156	404 222	48 773	327 271	349 335	67 951
Commerce de gros et de détail	171 811	207 959	20 058	190 756	211 079	10 400
Ressources	111 641	139 599	21 000	105 545	133 594	9 000
Industries de l'information	112 993	112 909	18 489	101 800	112 665	19 614
Construction	51 952	54 845	9 500	57 691	63 012	10 000
Transport et entreposage	41 327	49 385	2 300	48 431	52 565	3 300
Services éducatifs	13 473	13 400	-	11 457	12 043	11 250
Tourisme	4 520	9 720	1 666	10 419	11 762	2 703
Autres	13 894	11 416	-	19 789	17 394	-
Placements de financement subordonné⁽¹⁾	1 300 000	1 481 723	151 649	1 240 588	1 393 643	176 322

⁽¹⁾ Au 30 septembre 2020, les engagements relatifs aux placements de financement subordonné incluaient des montants de 1 014 \$ dans le secteur Financement, de 93 466 \$ dans le secteur Capital de croissance et transfert d'entreprise, de 44 561 \$ dans le secteur division Technologies propres et de 12 608 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (3 400 \$, 125 641 \$, 47 281 \$ et néant, respectivement, au 31 mars 2020).



9.

Placements de capital de risque

BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de capital de risque. Les placements de capital de risque, qui sont détenus à long terme, sont des actifs non courants.

Le tableau suivant présente un aperçu du portefeuille de placements de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement.

Type de placement	30 septembre 2020			31 mars 2020		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Placements directs	869 390	756 457	61 919	692 194	633 443	33 812
Placements indirects dans les fonds ⁽¹⁾	1 169 217	907 360	761 522	1 028 942	848 180	811 658
Placements de capital de risque ⁽²⁾	2 038 607	1 663 817	823 441	1 721 136	1 481 623	845 470

⁽¹⁾ Au 30 septembre 2020, BDC investissait dans 89 fonds par l'intermédiaire du secteur Capital de risque, dans 21 fonds par l'intermédiaire du secteur Programmes incitatifs pour le capital de risque et dans 3 fonds par l'intermédiaire du secteur division Technologies propres (84, 21 et 3 fonds, respectivement, au 31 mars 2020).

⁽²⁾ Au 30 septembre 2020, les engagements relatifs aux placements de capital de risque incluaient des montants de 396 151 \$ dans le secteur Capital de risque, de 332 061 \$ dans le secteur Programmes incitatifs pour le capital de risque, de 46 611 \$ dans le secteur division Technologies propres et de 48 618 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (449 622 \$, 347 712 \$, 48 136 \$ et néant, respectivement, au 31 mars 2020).

Concentrations du total des placements de capital de risque et des engagements

Les concentrations des placements directs selon le secteur d'activité sont illustrées ci-dessous.

Répartition par secteur d'activité	30 septembre 2020			31 mars 2020		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Technologie de l'information	434 376	375 066	27 654	376 573	303 365	12 151
Communications	107 293	89 498	4 027	86 829	69 161	1 906
Biotechnologie et pharmacologie	78 819	61 253	7 341	46 879	57 754	4 415
Électronique	65 513	75 354	1 650	58 792	70 836	796
Médecine et soins de santé	46 935	33 503	10 106	24 169	55 481	-
Industriel	34 567	29 313	9 509	33 799	26 705	-
Énergie	24 422	19 670	1 582	27 137	19 670	482
Autres	77 465	72 800	50	38 016	30 471	14 062
Total des placements directs	869 390	756 457	61 919	692 194	633 443	33 812

10.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 30 septembre 2020, 115 119 000 actions ordinaires étaient en circulation (40 089 000 au 31 mars 2020).

Le 23 juin 2020, BDC a reçu 7,503 milliards de dollars en trésorerie au terme de l'émission de 75 030 000 actions ordinaires, ce qui représente une injection de capitaux pour soutenir une série de mesures mises en place par BDC à l'intention des entreprises canadiennes pendant la crise de la COVID-19, notamment l'offre du Programme de crédit aux entreprises (PCE).

Prescriptions statutaires

Conformément à la Loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

La ministre des Finances a confirmé qu'à compter du 30 septembre 2020, le total du capital versé, de tout surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres ne peut en aucun cas dépasser 20,0 milliards de dollars en vertu d'un amendement de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* de 1995.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2020 et de l'exercice terminé le 31 mars 2020, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Le 5 mai 2020, le conseil d'administration a approuvé un nouveau cadre de gestion du capital pour s'assurer que la gestion du capital est efficace et alignée avec les lignes directrices des organismes de réglementation (BSIF/Bâle) et avec les autres institutions financières canadiennes. BDC s'efforce de faire évoluer continuellement ses techniques et mesures sur les normes de fonds propres afin de refléter les risques intrinsèques de la Banque tout en intégrant les pratiques exemplaires du secteur. Le nouveau cadre de gestion du capital intégrera les changements apportés à la définition du capital disponible ainsi qu'à la quantification du capital requis. Le nouveau cadre est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2020.

Capital disponible

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont principalement trait à l'ajout des provisions collectives stipulé dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'approche standard.

Capital requis

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont essentiellement trait à la suppression des réserves de capital (tests de tension et capital de risque), l'alignement sur les normes du secteur pour la note de solvabilité, l'ajustement de la définition de la fourchette opérationnelle et la mise à jour des modèles de capital économique validés par des tiers.



11.

Informations sectorielles

BDC fait rapport sur sept secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR), division Technologies propres et Programme d'accès au crédit (PAC). Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants (PFPI). Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.
- **Services-conseils** offre des services-conseils par l'entremise de solutions variées à l'intention des petites comme des grandes entreprises, soutient les entreprises à impact élevé, et fournit du contenu éducatif en ligne gratuit et d'autres services en lien avec les activités commerciales.
- **Capital de croissance et transfert d'entreprise** offre du financement subordonné sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que par capitaux propres aux PME pour des projets de croissance et de transfert d'entreprise.
- **Capital de risque** offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. Le secteur CR est axé principalement sur les entreprises à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. BDC effectue aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement en capital de risque.
- **Programmes incitatifs pour le capital de risque** comprend le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR). Le PACR est une initiative du gouvernement fédéral se chiffrant à 390,0 millions de dollars visant à accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Le PACR investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire et directement dans des sociétés partout au Canada. Il appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées. L'ICCR est également une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 450,0 millions de dollars par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.
- **La division Technologies propres** effectue des placements de financement subordonné et de capital de risque dans des entreprises de technologies propres prometteuses. La division Technologies propres déploiera 600,0 millions de dollars confiés par le gouvernement fédéral dans le cadre de transactions de financement par emprunt et par capitaux propres afin de contribuer à bâtir des entreprises canadiennes de technologies propres concurrentielles à l'échelle mondiale, ainsi qu'un secteur des technologies propres commercialement viable.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



- **Programme d'accès au crédit** : En collaboration avec notre unique actionnaire, le gouvernement du Canada, nous avons mis en place une série de mesures pour venir en aide aux entreprises canadiennes pendant la crise de la COVID-19. Ces mesures sont regroupées pour former le PAC afin de distinguer les mesures prises en lien avec la COVID-19 de nos principales activités. Les initiatives prévoient des critères d'admissibilité assouplis afin d'assurer que nous répondions aux besoins urgents d'autant d'entreprises viables que possible. Elles comprennent le Programme de crédit aux entreprises qui est offert en collaboration avec des prêteurs du secteur privé, ainsi que des mesures offertes directement par BDC.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

Trimestre terminé le
30 septembre 2020

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	402 196	359 780	-	23 814	-	-	1 979	16 623
Charges d'intérêts	22 966	20 745	-	1 603	-	-	-	618
Produits d'intérêts nets	379 230	339 035	-	22 211	-	-	1 979	16 005
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(10 628)	-	-	11 054	(21 682)	-	-	-
Produits de Services-conseils	4 227	-	4 227	-	-	-	-	-
Frais et autres produits	16 477	5 943	5	4 425	1 690	79	230	4 105
Produits (pertes) nets	389 306	344 978	4 232	37 690	(19 992)	79	2 209	20 110
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(95 030)	(48 655)	-	-	-	-	-	(46 375)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	8 018	(3 929)	-	(23 557)	60 866	(19 573)	(5 771)	(18)
Profits (pertes) de change nets	(12 959)	(279)	-	(426)	(11 840)	(278)	(64)	(72)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	162	162	-	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	289 497	292 277	4 232	13 707	29 034	(19 772)	(3 626)	(26 355)
Salaires et avantages du personnel	107 603	51 764	11 959	8 317	5 189	153	736	29 485
Locaux et équipement	10 922	6 099	883	498	508	36	54	2 844
Autres charges	38 511	25 646	3 111	1 110	1 976	166	94	6 408
Charges opérationnelles et administratives	157 036	83 509	15 953	9 925	7 673	355	884	38 737
Résultat (perte) net	132 461	208 768	(11 721)	3 782	21 361	(20 127)	(4 510)	(65 092)
Résultat (perte) net attribuable :								
À l'actionnaire de BDC	131 515	208 768	(11 721)	4 366	19 831	(20 127)	(4 510)	(65 092)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	946	-	-	(584)	1 530	-	-	-
Résultat (perte) net	132 461	208 768	(11 721)	3 782	21 361	(20 127)	(4 510)	(65 092)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Trimestre terminé le
30 septembre 2019

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	444 765	417 682	-	25 782	-	-	1 301	-
Charges d'intérêts	92 764	90 066	-	2 698	-	-	-	-
Produits d'intérêts nets	352 001	327 616	-	23 084	-	-	1 301	-
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	52 202	-	-	4 211	47 991	-	-	-
Produits de Services-conseils	6 590	-	6 590	-	-	-	-	-
Frais et autres produits	26 749	5 885	-	11 587	7 395	679	1 203	-
Produits nets	437 542	333 501	6 590	38 882	55 386	679	2 504	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(52 701)	(52 701)	-	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	71 209	2 148	-	(2 217)	60 047	8 584	2 647	-
Profits (pertes) de change nets	7 318	(803)	-	253	7 739	107	22	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	209	209	-	-	-	-	-	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	463 577	282 354	6 590	36 918	123 172	9 370	5 173	-
Salaires et avantages du personnel	112 440	83 216	12 820	10 293	5 116	304	691	-
Locaux et équipement	10 825	8 493	1 042	584	599	54	53	-
Autres charges	45 559	36 850	4 474	1 511	2 340	287	97	-
Charges opérationnelles et administratives	168 824	128 559	18 336	12 388	8 055	645	841	-
Résultat (perte) net	294 753	153 795	(11 746)	24 530	115 117	8 725	4 332	-
Résultat (perte) net attribuable :								
À l'actionnaire de BDC	302 479	153 795	(11 746)	22 891	124 482	8 725	4 332	-
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(7 726)	-	-	1 639	(9 365)	-	-	-
Résultat (perte) net	294 753	153 795	(11 746)	24 530	115 117	8 725	4 332	-

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Semestre terminé le
30 septembre 2020

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	787 346	718 542	-	43 703	-	-	3 571	21 530
Charges d'intérêts	49 478	45 497	-	3 152	-	-	-	829
Produits d'intérêts nets	737 868	673 045	-	40 551	-	-	3 571	20 701
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	1 965	-	-	7 246	(5 281)	-	-	-
Produits de Services-conseils	8 284	-	8 284	-	-	-	-	-
Frais et autres produits	29 844	11 359	7	11 224	1 695	162	567	4 830
Produits (pertes) nets	777 961	684 404	8 291	59 021	(3 586)	162	4 138	25 539
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(566 097)	(380 305)	-	-	-	-	-	(185 792)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	140 264	(4 488)	-	(24 979)	141 756	28 185	(192)	(18)
Profits (pertes) de change nets	(35 536)	(761)	-	(1 234)	(32 394)	(688)	(229)	(230)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	493	493	-	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	317 085	299 343	8 291	32 808	105 776	27 659	3 717	(160 509)
Salaires et avantages du personnel	220 376	101 623	19 720	14 692	9 922	266	1 405	72 748
Locaux et équipement	20 652	10 406	1 450	880	926	57	156	6 777
Autres charges	82 618	57 586	6 125	2 215	4 538	264	191	11 699
Charges opérationnelles et administratives	323 646	169 615	27 295	17 787	15 386	587	1 752	91 224
Résultat (perte) net	(6 561)	129 728	(19 004)	15 021	90 390	27 072	1 965	(251 733)
Résultat (perte) net attribuable :								
À l'actionnaire de BDC	(9 455)	129 728	(19 004)	15 723	86 794	27 072	1 965	(251 733)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2 894	-	-	(702)	3 596	-	-	-
Résultat (perte) net	(6 561)	129 728	(19 004)	15 021	90 390	27 072	1 965	(251 733)
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 septembre 2020								
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	29 784 306	27 446 853	-	-	-	-	-	2 337 453
Titres adossés à des créances mobilières	715 711	715 711	-	-	-	-	-	-
Placements de financement subordonné	1 300 000	17 017	-	1 083 478	-	-	186 113	13 392
Placements de capital de risque	2 038 607	-	-	-	1 497 548	469 439	5 176	66 444
Portefeuille total	33 838 624	28 179 581	-	1 083 478	1 497 548	469 439	191 289	2 417 289

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Semestre terminé le
30 septembre 2019

	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	876 287	823 153	-	50 918	-	-	2 216	-
Charges d'intérêts	184 928	179 570	-	5 358	-	-	-	-
Produits d'intérêts nets	691 359	643 583	-	45 560	-	-	2 216	-
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	220 031	(1)	-	3 890	216 142	-	-	-
Produits de Services-conseils	13 902	-	13 902	-	-	-	-	-
Frais et autres produits	38 010	11 480	-	15 981	8 361	734	1 454	-
Produits nets	963 302	655 062	13 902	65 431	224 503	734	3 670	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(129 210)	(129 210)	-	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	12 718	732	-	(5 961)	(7 123)	20 471	4 599	-
Profits (pertes) de change nets	(8 647)	(2 432)	-	(106)	(6 227)	(47)	165	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	148	148	-	-	-	-	-	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	838 311	524 300	13 902	59 364	211 153	21 158	8 434	-
Salaires et avantages du personnel	219 044	161 412	25 392	20 774	9 508	590	1 368	-
Locaux et équipement	21 161	16 680	2 084	1 167	1 014	109	107	-
Autres charges	80 390	62 836	8 997	2 847	4 963	451	296	-
Charges opérationnelles et administratives	320 595	240 928	36 473	24 788	15 485	1 150	1 771	-
Résultat (perte) net	517 716	283 372	(22 571)	34 576	195 668	20 008	6 663	-
Résultat (perte) net attribuable :								
À l'actionnaire de BDC	511 409	283 372	(22 571)	32 940	190 997	20 008	6 663	-
Aux participations ne donnant pas le contrôle	6 307	-	-	1 636	4 671	-	-	-
Résultat (perte) net	517 716	283 372	(22 571)	34 576	195 668	20 008	6 663	-
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 septembre 2019								
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	26 953 528	26 953 528	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances mobilières	753 293	753 293	-	-	-	-	-	-
Placements de financement subordonné	1 305 576	11 131	-	1 205 244	-	-	89 201	-
Placements de capital de risque	2 093 750	-	-	-	1 593 994	496 940	2 816	-
Portefeuille total	31 106 147	27 717 952	-	1 205 244	1 593 994	496 940	92 017	-



12.

Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les termes de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. Les honoraires d'administration sont calculés de façon linéaire sur la durée de vie de l'instrument et sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats. L'obligation contractuelle maximale et l'exposition réelle aux termes des garanties totalisaient 9,3 millions de dollars au 30 septembre 2020 (11,1 millions de dollars au 31 mars 2020), et les durées actuelles doivent expirer dans un délai de 109 mois (115 mois au 31 mars 2020).

Ces garanties financières ont été initialement comptabilisées à la juste valeur à la date où elles ont été accordées. La juste valeur était réputée nulle, car toutes les garanties ont été conclues dans des conditions de concurrence normale et aucuns honoraires n'ont été reçus initialement. De plus, aucune créance pour les honoraires prévus n'a été comptabilisée. La comptabilisation subséquente d'un passif survient uniquement s'il devient plus probable qu'improbable que le client ne respectera pas ses engagements contractuels. Aucun passif n'était comptabilisé au titre de ces garanties au 30 septembre 2020 et au 31 mars 2020 dans l'état consolidé de la situation financière de BDC.

13.

Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2020, BDC avait 14 006,7 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 4 568,3 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Finances (19 356,3 millions de dollars de billets à court terme et 4 071,3 millions de dollars de billets à long terme au 31 mars 2020).

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2020, BDC a enregistré des charges d'intérêts respectivement de 23,0 millions de dollars et 50,8 millions de dollars relatives aux emprunts auprès de la ministre des Finances, comparativement à respectivement 93,6 millions de dollars et 187,8 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

De plus, un emprunt de 5 305,0 millions de dollars auprès de la ministre des Finances a été racheté au cours des six premiers mois de l'exercice 2021, ce qui n'a pas engendré de profit ou de perte au cours des six premiers mois de l'exercice 2021 (un emprunt de 310,0 millions de dollars a été racheté au cours de la période correspondante de l'exercice précédent).

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.



14.

Incertitudes liées à la COVID-19

L'écllosion d'une nouvelle forme très contagieuse du coronavirus (la « COVID-19 »), que l'Organisation mondiale de la Santé a qualifiée de pandémie, a provoqué la mise en place de nombreuses mesures de confinement et d'autres mesures de distanciation physique par les gouvernements, a eu des répercussions négatives sur l'activité commerciale mondiale et a contribué à la volatilité importante ainsi qu'au déclin des marchés financiers mondiaux. Les états financiers consolidés de BDC établis au 30 septembre 2020 et pour le trimestre terminé à cette date reflètent les incidences découlant de la COVID-19 dans la mesure où elles sont connues à la date de présentation de l'information financière.



Banque de développement du Canada

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

T 1 877 BDC-BANX (232-2269)

F 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez www.bdc.ca.

 BDC

 BDC_ca

 BDC

bdc.ca
1 888 INFO-BDC